

Mémoire de la **Fédération des travailleurs
et travailleuses du Québec (FTQ)**
et **Unifor-Québec**

Soumis auprès
de la **Commission de l'agriculture, des pêcheries,
de l'énergie et des ressources naturelles**

Dans le cadre des audiences publiques portant sur
le **Projet d'inversion du flux de l'oléoduc 9B d'Enbridge**



Présenté le 2 décembre 2013

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)

565, boulevard Crémazie Est, bureau 12100

Montréal (Québec) H2M 2W3

Téléphone : 514 383-8000

Télécopieur : 514 383-8038

Sans frais : 1 877 897-0057

www.ftq.qc.ca

Unifor-Québec

545, boulevard Crémazie Est, bureau 1101

Montréal (Québec) H2M 2V1

Téléphone : 514 384-9000

Télécopieur : 514 384-9988

Sans frais : 1 800 263-4268

www.uniforquebec.org

Dépôt légal – 4^e trimestre 2013

Bibliothèque nationale du Québec

ISBN 978-2-89639-230-8

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	4
1. Développement durable : une obligation incontournable	5
2. La sécurité énergétique : une priorité gouvernementale	6
La viabilité des raffineries : un élément de la sécurité	7
L'unité de cokéfaction de Suncor à Montréal : oui pour la viabilité de la raffinerie	8
3. Des retombées économiques intéressantes	9
4. Sécurité structurelle du pipeline : une priorité absolue.....	11

INTRODUCTION

La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) et Unifor-Québec remercient la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles de l'opportunité qui nous est offerte de faire valoir notre point de vue sur le projet proposé par Enbridge Pipelines Inc., soit le renversement vers l'Est du flux de l'oléoduc 9B situé entre North Westover et Montréal.

La FTQ représente plus de 600 000 personnes, dans toutes les régions et dans tous les secteurs d'activité économique. Le plus important syndicat affilié, présent dans le secteur pétrolier au Québec, est Unifor-Québec¹. À l'échelle canadienne, ce syndicat compte des dizaines de milliers de membres œuvrant dans les secteurs de l'extraction, du transport et raffinage du pétrole et du gaz, ainsi que dans celui de la transformation des produits pétrochimiques et du plastique. Ses membres sont dispersés partout au Canada, de la plateforme Hibernia au large des côtes de Terre-Neuve-et-Labrador jusqu'aux raffineries de la côte ouest. Et, entre les deux océans, des milliers de membres travaillent dans l'industrie pétrochimique de Sarnia et Montréal, et dans les sables bitumineux de l'Alberta, à Fort McMurray.

Unifor-Québec est directement interpellé par la demande d'Enbridge, car il y va de la survie à long terme des emplois de près de 1 000 membres : dans les deux raffineries de Suncor (Montréal) et Valero (Lévis), dans les terminaux pétroliers de Valero, Suncor, Shell (Montréal) et CanTerm; dans les usines de la filière pétrochimique de polyester, Chimie ParaChem et CEPSA Chimie. Unifor-Québec représente également les employés de Transport Jacques Auger et Transport RMT inc., lesquels transportent des produits pétroliers. C'est dire à quel point ce projet nous importe.

La FTQ s'est toujours préoccupée de la question énergétique du Québec. Au cours des dernières années, la centrale, en collaboration avec ses syndicats affiliés, a réfléchi aux éléments de base d'une politique énergétique. Plus récemment, elle a présenté un mémoire à la Commission sur les enjeux énergétiques et a aussi adopté une Déclaration de politique sur l'énergie dans le cadre de son 30^e Congrès.

Pour sa part, Unifor-Québec est fier d'avoir une politique de l'énergie à la fois globale et progressiste, laquelle fut adoptée par le Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCEP) lors de son congrès de 2002, puis actualisée en 2008. Ainsi, dès 2002, Unifor préconisait entre autres le renversement de la ligne 9B entre Sarnia et Montréal et la ratification par le

¹ Unifor est né de la fusion réalisée le 1^{er} septembre dernier du Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCEP) et des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA).

Canada du Protocole de Kyoto, démontrant ainsi sa préoccupation à la fois pour l'économie et l'environnement.

La FTQ et Unifor-Québec donnent leur appui à l'inversion du flux du pipeline 9B, car le projet respecte les éléments essentiels d'une politique énergétique structurante et cohérente laquelle s'inscrit dans une perspective de développement durable, assure une sécurité énergétique accrue, maintient et crée des emplois de qualité, notamment dans des activités de transformation des ressources pétrolières.

I. DÉVELOPPEMENT DURABLE : UNE OBLIGATION INCONTOURNABLE

La FTQ et Unifor-Québec estiment que ce projet doit se réaliser de manière durable tout en s'inscrivant dans une perspective de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Nous nous sommes engagés à faire tout notre possible pour encourager les gouvernements à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) et à proposer des mesures concrètes selon le secteur d'activité. Nous avons vivement dénoncé la décision canadienne de se retirer du Protocole de Kyoto et de ne pas respecter les obligations internationales adoptées en vertu de cet accord. C'est une stratégie à courte vue qui donne implicitement son aval au développement incontrôlé de l'industrie des énergies fossiles de l'Ouest canadien.

Nous comprenons très bien la frustration des groupes environnementaux et des peuples autochtones qui sont intervenus dans les débats pour s'opposer à l'inversion de la canalisation 9B. Par le passé, nous avons milité ensemble en opposition aux projets des pipelines Keystone XL, Northern Gateway, la ligne 67 d'Enbridge ainsi qu'à l'expansion du Trans Mountain, car ces derniers auraient donné un élan considérable au développement de l'industrie des sables bitumineux sans transformer localement la ressource. Cette fois-ci, nous faisons bande à part, car nous considérons que l'inversion de la canalisation 9B augmentera la sécurité énergétique et favorisera une transformation à valeur ajoutée des ressources pétrolières au Québec.

Unifor-Canada a adopté cette position devant l'Office national de l'énergie (ONE) sur le projet de renversement de l'oléoduc d'Enbridge, en sachant que les émissions de gaz à effet de serre provenant du bassin sédimentaire de l'Ouest canadien continuent d'augmenter et que les gouvernements concernés n'ont pas pris de mesures concrètes pour corriger la situation. Ainsi, l'industrie des sables bitumineux rejette toute forme de réglementation plus stricte qui la forcerait à réduire ses émissions de GES. Pourtant, les entreprises gagneraient en crédibilité si elles démontraient qu'elles fournissent des efforts en ce sens.

À notre avis, le développement pétrolier et l'environnement ne sont pas des enjeux que l'on doit opposer. Bien qu'il s'agisse d'un défi de taille, un développement pétrolier responsable et durable est un objectif atteignable.

La FTQ et Unifor-Québec demandent au gouvernement du Québec de poursuivre ses efforts de lutte aux gaz à effet de serre et de faire pression sur les gouvernements provinciaux et fédéral pour qu'ils mettent en place des mesures strictes et contraignantes afin d'obliger l'industrie à réduire ses émissions de gaz à effet de serre.

2. LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE : UNE PRIORITÉ GOUVERNEMENTALE

Tous les gouvernements sont à la recherche de la sécurité énergétique, car c'est un élément stratégique essentiel pour préserver la compétitivité des entreprises et assurer aux citoyens et aux citoyennes un accès à l'énergie à des prix abordables.

Le présent projet, qui donne l'opportunité au Québec d'avoir accès au pétrole brut canadien en le remplaçant par celui provenant de l'étranger, pourrait devenir un joueur plus important dans la capacité canadienne de raffinage, diminuer sa dépendance face à l'étranger et accroître sa sécurité énergétique.

Le Canada est doté de suffisamment de ressources pétrolières pour, en principe, être capable d'assurer la sécurité énergétique de toutes les régions, y compris celles du Québec. Or, selon les informations contenues dans le document de consultation, le Québec s'approvisionne principalement en pétrole brut de l'étranger; seul 8 % est de source canadienne alors que cette proportion s'élevait à 52 % en 1985².

Or, contrairement aux États-Unis et à d'autres pays, le Canada n'a pas pris les mesures nécessaires pour assurer la sécurité énergétique à laquelle sa population est en droit de s'attendre. Au lieu de cela, il s'est entièrement consacré à mettre en place une politique énergétique axée sur l'exportation de la ressource pétrolière, en ignorant les besoins des provinces qui ne produisent pas ce type d'énergie. Une telle politique a entraîné des effets négatifs pour les consommateurs et les consommatrices qui paient plus cher pour cette ressource. Dans ce contexte, la vulnérabilité dans les approvisionnements canadiens menace la sécurité énergétique du Québec.

² QUÉBEC. *Inversion du flux de l'oléoduc 9B d'Enbridge*, consultation publique, novembre 2013, p.20.

La viabilité des raffineries : un élément de la sécurité

Comme l'indique le document de consultation, les raffineries du Québec paient beaucoup plus cher pour leur intrant, soit le pétrole brut produit à l'étranger. Elles paieraient moins cher si elles avaient accès au pétrole provenant de Bakken, aux États-Unis, ou du bassin sédimentaire de l'Ouest canadien.

En décrivant la faisabilité de son projet d'inversion du flux de la ligne 9B du pipeline, l'entreprise Enbridge précise que :

« L'inversion de la canalisation 9 vers Montréal fournira aux producteurs de l'Ouest canadien et de la région américaine de Bakken un accès vers le marché de raffinage du Québec, tout en réduisant la dépendance des raffineries québécoises à l'égard du pétrole brut provenant des régions dont l'offre diminue graduellement ou est potentiellement peu fiable. Après l'inversion, une partie du pétrole provenant de l'Algérie, du Kazakhstan, de l'Angola et de la Mer du Nord sera remplacée par le pétrole brut provenant des gisements de l'Ouest canadien et de Bakken, aux États-Unis, dont le prix a fortement baissé comparativement au pétrole du bassin de l'Atlantique au cours des 20 derniers mois.³ »

En d'autres mots, lorsque le coût de la matière première est trop élevé, l'entreprise est moins concurrentielle. Cela menace la survie des raffineries québécoises. Or, les fermetures font du tort aux consommateurs et consommatrices ainsi qu'aux travailleurs et travailleuses. Les fermetures dramatiques des raffineries d'Oakville en Ontario et de Shell à Montréal illustrent avec éloquence ce point.

Suncor est la dernière raffinerie encore en exploitation à Montréal, qui en a déjà compté six. Si cette raffinerie avait accès au pétrole brut moins dispendieux de l'Ouest canadien, elle pourrait devenir encore plus concurrentielle face à celles du Canada atlantique et de la côte est américaine. Cette analyse est tout aussi valide pour la raffinerie de Valero à Lévis.

Cette capacité nationale moindre de raffinage risque d'entraîner d'importantes interruptions d'approvisionnement au Canada, ce qui est déjà arrivé dans le passé. Par exemple, la fermeture de la raffinerie d'Oakville en 2005 a laissé l'Ontario dépendant des importations en provenance du Québec pour répondre aux besoins de sa région. Pire encore, lorsqu'un incendie s'est déclaré en 2007 à la raffinerie de Nanticoke, situé près de Hamilton, la capacité réduite de raffinage de la province a provoqué des pénuries d'essence dans le sud de l'Ontario de sorte que, pendant plusieurs semaines, les stations-services ont été fermées et

³ CEP. *Final Argument by Communications, Energy and PaperWorkers Union of Canada*, mémoire présenté à l'Office national de l'énergie, octobre 2013, p.5. Traduction libre.

les prix de l'essence ont monté de 10 à 15 cents le litre jusqu'à ce que la situation se rétablisse.

La situation idéale consiste à faire correspondre la capacité de raffinage (offre) à la consommation locale (demande). Lorsque l'équilibre est précaire entre l'offre et la demande, la moindre interruption dans la chaîne d'approvisionnement peut rapidement perturber les marchés, limiter l'accès au carburant et augmenter sensiblement les prix.

Le resserrement de l'offre qu'a connu l'Ontario existe aussi au Québec depuis la fermeture de la raffinerie Shell à Montréal. Cela signifie que les deux provinces sont maintenant vulnérables aux perturbations de l'offre.

Le projet proposé par Enbridge donnera aux raffineries de l'est du Canada, y compris celles du Québec, un accès aux réserves de pétrole brut à moindre coût, en provenance de l'Ouest canadien et de la région américaine de Bakken, ce qui améliorera leur compétitivité. Pour les 30 prochaines années, ces raffineries pourraient économiser environ 23 milliards de dollars en approvisionnements. Ce gain économique aiderait à assurer leur avenir, ce qui en retour garantirait à l'est du Canada un approvisionnement domestique de produits pétroliers et des emplois dans l'économie locale. Au minimum, le renversement de la ligne 9B libérerait les raffineurs québécois des aléas du marché mondial.

C'est pour des questions de sécurité énergétique et de transformation locale des ressources qu'Unifor-Québec a appuyé la demande d'inversion du flux de l'oléoduc 9 présentée à l'Office national de l'énergie. La FTQ et Unifor-Québec appuient toutefois cette demande à condition *sine qua non* que ce pipeline serve uniquement à réduire les importations québécoises de pétrole brut.

L'unité de cokéfaction de Suncor à Montréal : oui pour la viabilité de la raffinerie

Dans son document de consultation, le gouvernement du Québec invite les organismes participant à la commission parlementaire à lui faire parvenir des commentaires concernant le projet de construction d'une unité de cokéfaction à Montréal. Ce projet a été lancé par Pétro-Canada avant sa fusion avec Suncor en 2007. Le plan original de Pétro-Canada était de raffiner du pétrole lourd importé du Mexique et du Vénézuéla. Des travaux de base ont été effectués entre 2007 et 2009. Suite à la fusion en 2009, Suncor a mis le projet de côté afin de se concentrer sur l'exploitation de la ressource énergétique en Alberta.

Dans un article du Globe and Mail⁴, le président de Suncor a indiqué que l'entreprise irait de l'avant avec la construction de l'unité de cokéfaction, un projet estimé à un milliard de dollars, à la condition qu'un de ses projets de pipeline se réalise, soit le renversement de la canalisation 9 ou le projet Énergie Est de Trans Canada.

Unifor-Québec s'était alors prononcé en faveur de la construction de cette unité de cokéfaction et nous le sommes toujours aujourd'hui, car cette nouvelle installation à la raffinerie de Suncor à Montréal pourrait y assurer la viabilité à long terme. Par exemple, la raffinerie d'Edmonton, qui a une unité de cokéfaction qui peut traiter du pétrole moins coûteux, est présentement de trois à quatre fois plus profitable que celle de Montréal.

3. DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES INTÉRESSANTES

La FTQ et ses syndicats affiliés revendiquent depuis longtemps la transformation locale des ressources naturelles et énergétiques (ex. : les mines, la forêt, les hydrocarbures) de manière à tirer le maximum de valeur ajoutée chez nous et à maximiser les retombées économiques. Cette approche économique est structurante, car elle fait émerger de nouvelles activités, de nouveaux secteurs créateurs de valeur ajoutée, de même que des emplois de qualité.

Ainsi, promouvoir l'emploi et des activités à valeur ajoutée plus grande dans le secteur de l'énergie signifie que le Québec ne se contente pas seulement d'exporter la matière brute, mais choisit d'exploiter à leur pleine valeur ses ressources pétrolières, en développant une filière hydrocarbure diversifiée qui met à profit les possibilités économiques de cette ressource. Nous considérons que le projet d'Enbridge permettra aux raffineries québécoises de se consolider et de se développer davantage. S'ajouteront les emplois qui se créeront au sein des entreprises qui gravitent autour de ces raffineries, dont une part importante se concrétisera en sol québécois. C'est donc de la richesse qui se créera ici, chez nous.

Le Québec possède déjà un secteur de la transformation de la ressource pétrolière (deux raffineries, filière pétrochimique polyester), dont la sauvegarde est importante.

⁴ MCCARTHY, Shawn. *Suncor's Crude Could Be Headed to Montreal*, Globe and Mail, 3 novembre 2013.

La grappe industrielle de la pétrochimie de Montréal-Est

L'industrie des produits pétrochimiques se concentre principalement dans l'Est de Montréal. Cette localisation lui permet de bénéficier d'installations intégrées, soit :

- de la proximité de la raffinerie Suncor et du terminal de stockage des produits pétroliers de Valero;
- du port pétrolier de Montréal, qui facilite les livraisons et les expéditions par voie maritime.

Cette localisation permet également aux entreprises pétrochimiques de développer des synergies avec les différents acteurs de la grappe industrielle de l'Est de Montréal et de créer des filières de production intégrées.

C'est le cas, par exemple, de la chaîne de production du polyester, composée d'une chaîne d'entreprises des secteurs de la chimie et de la pétrochimie.

- Suncor, employant un peu plus de 450 personnes, produit du xylène, un hydrocarbure aromatique obtenu à partir du pétrole. Le xylène est utilisé dans plusieurs industries et produits, tels que caoutchouc, cuir, peinture, vernis, diluant pour la peinture, pesticides, carburants pour l'aviation, essence.
- Chimie ParaChem, comptant 67 employés, produit du paraxylène, un hydrocarbure aromatique liquide, utilisé principalement pour la fabrication de fibres polyester. Ces fibres polyester sont une composante des plastiques recyclables, des pellicules photographiques et des textiles. Chimie ParaChem produit environ 6 % du paraxylène de l'Amérique du Nord.
- CEPSA Chimie Montréal est le seul producteur d'acide téréphtalique purifié au Canada, à partir du paraxylène. Cette entreprise, qui fait partie de la grappe industrielle de l'Est de Montréal, emploie 145 personnes et offre des produits destinés entre autres à la fabrication des bouteilles de boissons gazeuses.
- Selenis Canada est l'acteur final de la chaîne de production de polyester à l'Est de Montréal. Elle emploie 70 personnes et produit du polyéthylène téréphtalate. Ce produit a des applications dans la fabrication de bouteilles en plastique recyclable, de fibres textiles, d'emballages alimentaires, de tapis et de films transparents.

Les produits de l'industrie pétrochimique québécoise sont par ailleurs très demandés au Canada et aux États-Unis, les principaux marchés d'exportation de cette industrie.

Source : QUÉBEC. *Inversion du flux de l'oléoduc 9B d'Enbridge*, consultation publique, novembre 2013, p.25.

Note 1 : CEPSA a débuté dans le plastique; aujourd'hui CEPSA produit aussi du polyester.

Note 2 : Toutes ces entreprises sont interreliées par le Système de pipelines de l'est.

Dans le cadre de son estimation des impacts économiques, Enbridge indique que sur une période de 30 ans, ce projet devrait susciter des retombées importantes, notamment une augmentation des rémunérations de près de 350 millions de dollars et une création d'emplois pour près de 5 500 personnes – année surtout en Ontario et au Québec. Cependant, cela ne concerne que les répercussions économiques du projet pendant la période de la conception, de la construction et de l'exploitation du pipeline et ne prend pas en compte l'impact du projet sur le marché du raffinage au Québec.

Les entreprises Suncor et Valero ont très clairement indiqué que la viabilité future de leurs raffineries et leur compétitivité dépendront de leur accès à des

ressources pétrolières à prix réduits provenant du centre du Canada. À défaut de cet accès, un plus grand nombre d'emplois risquent d'être compromis.

Or, il importe de rappeler la fermeture de la raffinerie Shell, en 2010, et de ses conséquences désastreuses : la perte de plus de 600 emplois directs, bien rémunérés, occupés par des salariés et des professionnels spécialisés, nécessitant un haut niveau de formation et contribuant au maintien de l'expertise québécoise dans ce domaine. On déplore aussi la perte d'environ 200 emplois chez les clients intégrés à cette raffinerie; 1 400 emplois chez les premiers fournisseurs de la raffinerie et 1 200 emplois indirects chez les autres fournisseurs⁵. Au total, plus de 3 400 emplois perdus, dont un grand nombre dans l'est de Montréal. Une blessure sérieuse pour cette communauté, dont les cicatrices sont toujours bien visibles aujourd'hui.

Le document du gouvernement du Québec, servant de base à la présente consultation, illustre bien les impacts de l'éventuelle fermeture de nos raffineries : c'est près de 7 500 emplois directs et indirects qui seraient menacés, mettant à mal des secteurs connexes au pétrole (la pétrochimie, les plastiques et le caoutchouc), ce qui retirerait près de 1 % du PIB réel du Québec⁶.

Lorsqu'on prend en compte l'ensemble des retombées économiques, assurer la compétitivité des raffineries de Suncor et de Valero se traduit par des gains à long terme nettement supérieurs à ceux liés à la construction et à l'exploitation d'un pipeline.

De plus, nous faisons nôtre l'analyse contenue dans le document de consultation qui indique que le renversement de la canalisation 9B, si elle avait déjà eu lieu, aurait réduit de 7,7 % le déficit commercial du Québec au cours des deux dernières années.

4. SÉCURITÉ STRUCTURELLE DU PIPELINE : UNE PRIORITÉ ABSOLUE

La FTQ et Unifor-Québec ne sont pas insensibles aux nombreuses préoccupations exprimées concernant l'intégrité structurelle des pipelines. Nous appuyons sans réserve tous les efforts déployés pour assurer la sécurité du pipeline. Ce projet de renversement d'Enbridge offre l'opportunité de renforcer la sécurité structurelle de la ligne 9, un pipeline existant.

⁵ Selon le modèle intersectoriel de l'Institut de la statistique du Québec.

⁶ QUÉBEC. *Inversion du flux de l'oléoduc 9B d'Enbridge*, consultation publique, novembre 2013, p. 39.

Il faut toutefois reconnaître que tous les modes de livraison du pétrole vers les marchés, que ce soit un pipeline, un bateau ou un train, comportent des éléments de dangerosité, comme l'illustre tragiquement le déraillement d'un train à la municipalité de Lac-Mégantic.

Nous sommes d'avis que le pipeline demeure, à l'heure actuelle, le moyen le plus sûr et le plus efficace pour transporter d'importants volumes de pétrole. Par exemple, si on remplaçait le pipeline, dont la capacité journalière de 300 000 barils, par des wagons-citernes, cela en prendrait 600 par jour, ce qui est énorme!⁷ Le transport par rail représenterait alors un risque beaucoup plus élevé que le pipeline.

Pour assurer la sécurité du pipeline 9B, mais aussi de tous les modes de livraison du pétrole, la FTQ et Unifor-Québec préconisent la mise en place d'une réglementation plus stricte et des règles d'inspection gouvernementales plus rigoureuses. Aussi, les entreprises pétrolières et gazières doivent faire preuve de plus de transparence. D'ailleurs, nous estimons que la récente décision du gouvernement fédéral qui oblige les compagnies ferroviaires à informer annuellement les municipalités concernées sur les matières dangereuses qui circulent sur les voies ferrées est un pas dans la bonne direction.

Par conséquent, la FTQ et Unifor-Québec⁸ appuient le projet d'inversion de la canalisation 9B ainsi que l'accroissement de sa capacité actuelle, sous réserve des conditions fondamentales suivantes :

- ▶ **que les normes les plus élevées soient appliquées à ce pipeline afin d'assurer son intégrité structurelle;**
- ▶ **que l'entreprise démontre qu'elle peut intervenir rapidement et efficacement en cas de déversement; et**
- ▶ **que l'entreprise se dote d'une couverture d'assurance adéquate pour couvrir toutes les conséquences d'un accident de pipeline.**

28-11-2013
JG/LC/yh
Sepb-574

⁷ Considérant que 60 nouveaux wagons-citernes transportent 30 000 barils par jour.

⁸ Position qu'Unifor a exprimée par écrit et oralement devant l'Office national de l'énergie (ONE) en août et octobre 2013.